

Le pouvoir aux travailleurs

15 MARS 98

N° 53

PRIX: 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- QUAND LES EXPLOITEURS ET LES PARASITES FONT SEMBLANT DE SECOURIR LES PAUVRES ..	2 - 3
- NON AUX LICENCIEMENTS DES TRAVAILLEURS .	4 - 5
- FILTISAC: UNE EXPLOITATION SANS MERCI ..	5 - 7
- PORT-BOUET: DES PAUVRES DEGUERPIS ET SANS ABRI !.....	7
- RDR: QUERELLE DE FAMILLE AUTOUR D'UN POSTE MINISTERIEL	7 - 8
- AFRIQUE DU SUD: UN AN AVANT LA RETRAITE DE MANDELA	8 - 9
- VERS LA CREATION D'UNE FORCE MILITAIRE INTER-AFRICAINE ?	9 - 11
- IL Y A 150 ANS PARRAISSAIT LE "MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE"	11 - 12

QUAND LES EXPLOITEURS
ET LES PARASITES
FONT SEMBLANT
DE SECOURIR LES PAUVRES

A écouter la radio et les discours des hommes politiques, à regarder la télévision ou lire la presse écrite, on peut être facilement pris au piège et croire réellement que le gouvernement, les hauts dignitaires de l'Etat, les banquiers, les industriels, les gros commerçants, les riches dans leur ensemble, font de "la lutte contre la pauvreté" une de leurs préoccupations, sinon la principale.

C'est ainsi qu'à chaque fois qu'un riche, un notable local ou un club de riches tel que Rotary, Lion's-club, ou Servir font un don ou financent une école, un hôpital ou une oeuvre caritative, cela est présenté en gros titre à la presse et à la télévision pour montrer qu'ils pensent aux pauvres. Ces gens-là prennent-ils les travailleurs et leurs familles pour des naïfs qu'on peut tromper par de petits gestes paternalistes ?

Car la réalité est là. Et il suffit d'ouvrir les yeux avec un peu de lucidité pour comprendre toute l'escroquerie, les mensonges qui sont cachés derrière tous ces beaux discours, ces images à trompe-l'oeil.

Ces dons ne sont en réalité qu'une infime partie des fortunes accumulées par ces riches. En agissant de la sorte ils veulent cacher aux yeux des exploités l'origine de leurs richesses qui proviennent de l'exploitation directe des

travailleurs et des petits paysans quand ce n'est pas par des détournements de fonds des caisses de l'Etat.

C'est en sous-payant ceux qui vivent de leur labeur, en les privant du strict minimum pour vivre, que ces exploiters possèdent des comptes en banque bien garnis et vivent dans des villas luxueuses pendant que ceux qu'ils exploitent n'ont ni eau courante, ni électricité, ni les moyens pour soigner et éduquer leurs enfants. Ces riches considèrent les travailleurs comme leurs esclaves. Ils n'hésitent pas à traiter de racailles, de bandits, ceux qui osent lever la tête pour défendre leur dignité.

Alors, les travailleurs, et l'ensemble des déshérités n'ont pas besoin des gestes hypocrites de ces parasites de la société. Même si la Côte d'Ivoire est un pays pauvre, il y a suffisamment de quoi au moins pour faire en sorte que tous les habitants puissent vivre décemment. Mais cela nécessite au moins que toutes les richesses soient réparties équitablement, que tous les moyens de l'Etat soient mis au service de la population, que toutes les entreprises soient utilisées non plus pour faire des profits personnels mais pour satisfaire les besoins de la collectivité.

Oh, cela ne résoudra certainement pas tous les problèmes résultant du sous-développement qui sont directement liés au système capitaliste mondial. Ces problèmes ne pourront se résoudre qu'à une échelle internationale, lorsque les prolétaires du monde entier auront mis fin à ce système par le renversement de la bourgeoisie, particulièrement dans ses bastions impérialistes. Mais c'est le seul chemin qui pourra conduire les travailleurs et l'ensemble des populations déshéritées vers un monde plus juste.

NON AUX LICENCIEMENTS DES TRAVAILLEURS

Ainsi le gouvernement a rendu officiel et effectif le licenciement de 9.735 employés de la fonction publique. Parmi ces travailleurs, nombreux avaient plus de dix, vingt et même trente ans de service.

Le gouvernement dit avoir été obligé de procéder à ces licenciements pour "assainir" les caisses de l'Etat. Comme si c'était ces dix mille travailleurs qui étaient responsables des dilapidations de l'argent des caisses de l'Etat.

C'est d'autant plus révoltant que par ailleurs le gouvernement jette des milliards dans des dépenses prestigieuses telles que, par exemple, la prochaine fête de l'indépendance qui coûtera, dit-on, quarante milliards de francs.

Mais ce n'est évidemment pas de Bédié et de son équipe que les travailleurs peuvent attendre des cadeaux. Passés les discours électoraux, des coups, oui. Parce que si ces gens-là servent sans honte des discours sur "...le bonheur pour chacun" aux pauvres, pour les riches cela se passe non en discours mais en espèces sonnantes et trébuchantes sous forme de dégrèvement d'impôts, d'exonération de taxes et autres droits de douane, etc. Et il faut bien que l'Etat prenne cet argent quelque part. Et comme tout gouvernement au service des riches, il prend cet argent dans la poche des travailleurs.

Mais ce n'est pas parce que le gouvernement a décidé de se débarrasser de dix mille familles

que les choses doivent être fatalement ainsi. Non! La décision du gouvernement est une chose et l'exécution de cette décision en est une autre. Entre les deux il y a le rapport des forces entre le gouvernement et les travailleurs. Aujourd'hui encore il n'est pas trop tard. Les travailleurs de la fonction publique peuvent encore faire reculer le gouvernement en l'obligeant par la lutte, par la mobilisation, par des manifestations de rue à réintégrer ceux qu'il a décidé de mettre à la rue.

Marcel Etté, Secrétaire général de la FESACI fait semblant de s'indigner de ce licenciement massif en déclarant qu'il est "injuste et scandaleux de licencier des milliers de travailleurs..." et d'ajouter: "la faute incombe... aux responsables administratifs et politiques...". Comme s'il allait de soi que les travailleurs ne pouvaient rien faire pour s'opposer à cette décision et n'avaient qu'à s'y soumettre gentiment. Mais en tant que dirigeant syndicaliste a-t-il proposé et aidé avec les moyens du syndicat qu'il dirige que les travailleurs organisent la riposte nécessaire ? Non!

La déclaration du Secrétaire Général de la FESACI est pleine d'hypocrisie quand il dit: "curieusement, le gouvernement faisant fi des principes de l'Organisation Internationale du travail (OIT)...". Parce que lui Etté n'est pas sans ignorer que le seul "principe" que le

gouvernement et les riches qu'il respecte c'est celui de la force! Il n'y a pas d'autres principes qui tiennent!

D'ailleurs l'année 1990 n'est pas loin quand Houphouët, après dix ans de blocage des salaires, sous prétexte justement d'assainir les caisses de l'Etat, avait pris la décision de diminuer purement et simplement les salaires des travailleurs de la Fonction publique. Eh bien, les travailleurs, par leur

détermination, leur mobilisation, lui avaient fait ravalé cette décision. Et ce n'était pas au nom d'un principe quelconque qu'il a dû revenir sur ses pas. Mais c'est par la force que l'annulation de cette décision lui avait été imposée par les travailleurs prêts à en découdre!

Voilà un exemple qu'il est bon de rappeler face aux attaques des riches.

FILTISAC: UNE EXPLOITATION SANS MERCI

La presse a fait l'écho de la grève de Filtisac dans son unité de polypropylène puis des renvois successifs qui ont suivi cette grève.

Filtisac est une société de 2500 travailleurs appartenant à ce riche monsieur nommé "prince Aga Khan" qui était tout récemment de passage en Côte d'Ivoire. Et on comprend facilement d'où provient sa richesse quand on voit les conditions de travail dans les différentes usines lui appartenant.

A Filtisac par exemple, dans son unité Jute, beaucoup de travailleurs meurent régulièrement de maladie du poumon, à force de respirer les déchets de jutes. Ceux qui en sont épargnés vieillissent et meurent prématurément à cause des conditions difficiles de travail. Après plus de 20 ans, voire 30 ans d'ancienneté, les travailleurs de Filtisac ne

peuvent pas espérer dépasser le salaire de base de 85.000F. Et ces travailleurs, malgré de nombreuses maladies, n'ont droit à aucune couverture sociale. L'infirmerie qui est ouverte 24 heures sur 24 n'est qu'un trompe-l'oeil, bon pour les propagandes de la direction. Dans cette infirmerie, le médecin doit rendre compte directement au PDG en personne des éventuels arrêts-maladies qu'il est quelquefois bien obligé de donner, quand il ne peut plus faire autrement. Mais gare à ce médecin s'il dépasse le quota fixé par la direction. Parce que ce qui compte pour l'Aga-Khan comme pour tous les riches, ce n'est pas la santé des travailleurs mais le profit que produit leur travail. Il est même arrivé, il n'y a pas très longtemps, qu'un travailleur meure pour ainsi dire à son poste de travail tellement il était épuisé, mais que la direction, par médecin interposé, n'a pas daigné lui

accorder un repos médical. Et si un travailleur a la mauvaise idée de voir un médecin extérieur à l'usine qui lui prescrit un arrêt de travail, gare à ce dernier car il sera mis à l'index par la direction.

Les chefs de production dans les unités de Filtisac sont particulièrement zélés: des vrais gardes-chiourmes.

A l'unité polypropylène, où s'est déclenchée la dernière grève, la productivité ne cesse de grimper. La direction se vante d'ailleurs que la productivité y est meilleure qu'en Asie; qu'aucune usine de ce type, dit-elle, dans le monde n'a de meilleurs rendements. Bien évidemment, les accidents de travail se succèdent les uns après les autres. Mais qu'importe à la direction!

Les travailleurs qui osent tenir tête à la direction sont tout simplement mis à la porte lorsqu'elle n'arrive pas à les amadouer. Etre délégué ou pas, n'empêche nullement le renvoi d'un travailleur. L'UGTCI est tout au service de la direction. Et pas plus tard qu'en ce moment, suite à la dernière grève, 6 délégués de l'UGTCI sont en passe d'être jetés à la rue avec la bienveillance tacite de la direction de cette centrale syndicale. Et ce n'est pas la première fois que cela se produit. C'est probablement pour service rendu que la direction de Filtisac verse intégralement les cotisations syndicales de tous les travailleurs qu'elle coupe directement à la base à l'UGTCI. Même de ce point de vue, on est encore à la période de dictature.

La dictature de la direction est telle que c'est elle qui décide en dernier ressort qui seront les délégués du personnel.

Il y a l'exemple tout récent de son unité Filtex où un travailleur a été élu, mais la direction a refusé de le considérer comme délégué du personnel. Il en est de même à l'usine polypropylène où la direction a tout simplement refusé la candidature d'un travailleur voulant s'y présenter.

C'est dans ces conditions difficiles à tout point de vue que les travailleurs de cette usine, belle à regarder de l'extérieur, certainement pour mieux cacher la réalité repoussante du dedans, oeuvrent chaque jour péniblement.

Et c'est cette pression permanente de la direction qui a fait déclencher il n'y a pas longtemps une vague de colère de la part des travailleurs.

Mais cette grève a été un échec pour les travailleurs. Au total 10 ouvrières et ouvriers ont été mis à la porte de l'usine.

Mais quoi qu'il en soit, d'autres grèves éclateront inévitablement. Ce n'était pas la première grève des travailleurs de Filtisac et ce ne sera pas la dernière. C'est la direction de cette entreprise elle-même qui mettra le feu aux poudres.

La direction a ses hommes de mains à tous les niveaux de l'entreprise. Ceci est d'ailleurs valable dans toutes les entreprises de ce pays. Les riches savent s'organiser. Aux travailleurs d'en faire autant.

C'est aux travailleurs d'en prendre conscience pour savoir contrecarrer les plans de la direction.

Il n'y a pas d'autre voie

de salut qu'une organisation montée pas à pas, brique par brique; une préparation minutieuse de la prochaine montée de colère des travailleurs.

Des travailleurs ayant

cette conscience-là peuvent vaincre la direction et espérer donner une revanche à tous leurs camarades que la direction a humiliés, exploités, bafoués et renvoyés.

**PORT-BOUËT:
DES PAUVRES DEGUERPIS ET SANS ABRI!**

Le 13 mars dernier, au moins une centaine d'enfants, de femmes et d'hommes du quartier Abattoir à Port-Bouët se sont retrouvés sans abri. Ce jour-là en effet, leurs maisons ont été démolies par des bulldozers pour faire place nette à une certaine Yobouët, certainement une dame

riche, qui voudrait y construire un "parc immobilier".

La mairie de Port-Bouët dit que Mme Yobouët a agi dans la légalité. Eh! oui, dans ce monde, les riches ont tous les droits. Et c'est en toute légalité qu'ils jettent une centaine de pauvres à la rue!

**RDR :
QUERELLE DE FAMILLE
AUTOUR D'UN POSTE MINISTERIEL**

Le 11 mars dernier, la direction du RDR (Rassemblement des Républicains) a exclu le n° 2 de ce parti, Adama Coulibaly, député-maire de Korhogo et président du groupe parlementaire à l'Assemblée nationale. Celui-ci avait décidé le 6 mars, à l'insu de son parti, d'entrer au "gouvernement d'ouverture" de Bédié. D'où son exclusion.

Cette sanction a été diversement appréciée, tant au niveau des journaux qu'au sein même du RDR. Les journaux proches du PDCI (le parti au pouvoir) et les partisans d'Adama Coulibaly, membres du RDR, voyaient dans cette mesure d'exclusion la preuve de l'"intolérance" et de la "dictature" du Secrétaire

Général, Djéni Kobina.

Pour les journaux de l'opposition et la majorité des membres du RDR, Adama Coulibaly devait payer sa "trahison" et que cette sanction était une mesure de "nettoyage" et d'"assainissement" nécessaire avant les élections présidentielles prévues pour l'an 2.000.

Autant qu'on puisse en juger par ce qui se dit dans les journaux, l'exclusion d'Adama Coulibaly risque de faire des remous au sein du RDR pendant un certain temps encore. En effet, des partisans de celui-ci font signer une pétition afin de créer un courant "RDR-National",

une sorte d'opposition ouverte et structurée au sein du RDR.

Mais ce qui est sûr, c'est qu'Adama Coulibaly fera bien entendu tout pour se faire réélire. Il a déjà commencé à tenir des propos démagogiques du genre: "C'est pour défendre l'intérêt général que j'entre au gouvernement" ou bien "Je suis nommé au gouvernement parce que j'ai des compétences à mettre au service du développement de la Côte d'Ivoire".

Ces gens de l'opposition, tous autant qu'ils sont, ont tellement pris l'habitude de parler au nom de la population qu'ils ne se gênent même pas de parler d'"intérêt général" là où ils ne voient que leurs ambitions personnelles et leurs intérêts strictement individuels.

D'ailleurs ce que la direction du RDR reprochait à son ex-numéro 2 n'était pas le fait d'être nommé ministre, mais de l'avoir fait à titre individuel, sans l'aval du parti. Car la direction du parti avait déjà elle-même rencontré à plusieurs reprises Bédié pour discuter

d'une éventuelle entrée du RDR au "gouvernement d'ouverture" et un accord de principe avait même été décidé.

Mais selon toute vraisemblance, c'est simplement pour tenter de faire monter les enchères que le RDR avait posé deux conditions: "la libération des prisonniers du boycott actif de 1995" et la révision du code électoral pour une organisation plus transparente des élections présidentielles à venir.

Donc sur le fond, le RDR ne reprochait pas une faute politique à Adama Coulibaly. D'ailleurs ce parti et le PDCI se réclament tous les deux de l'"houphouëtisme", c'est-à-dire de cette politique qui a permis aux riches de s'enrichir sur le dos de la population depuis plus de 30 ans.

Alors, que le RDR continue à rester dans l'opposition ou qu'il décide un jour de rentrer au bercail en entrant dans un gouvernement PDCI (dont il est issu), les populations pauvres n'ont rien à en attendre dans les deux cas.

AFRIQUE DU SUD :
UN AN AVANT LA RETRAITE DE MANDELA

Nelson Mandela a abandonné en décembre dernier la direction de l'ANC. C'est donc Thabo Mbeki, le vice-président qui détient entre ses mains l'essentiel des pouvoirs de Mandela. Mais plus les élections (prévues pour Avril 1999) approchent et plus certains milieux d'affaires manifestent leurs inquiétudes. Oh! ils n'ont pas plus peur de Thabo Mbeki que de Mandela. Mais ils pensent que

ce technocrate manque de popularité auprès de la population noire. Dépourvu à leurs yeux d'une certaine "légitimité historique", contrairement à son prédécesseur, Mbeki risque de "décevoir Soweto" (comme le disent certains de leurs journaux) et de ne pas pouvoir par la même occasion contenir une éventuelle explosion de

mécontentement dans les townships.

Depuis 1994 les provinces ont été redécoupées et les noms des Bantoustans changés pour éliminer tout ce qui rappelle la période de l'apartheid. Mais les disparités sociales entre riches et pauvres sont criantes : 12 millions de personnes n'ont toujours pas accès à l'eau potable. Plus de 2 millions sont sous-alimentés. 53% de la population vivent en dessous du seuil de pauvreté. 9 millions de personnes vivent dans les bidonvilles. 65% des adultes sont illettrés. 57% des écoles n'ont pas d'électricité. Ces chiffres sont ceux de l'hebdomadaire "le courrier international".

Mbeki cherche des voies pour tromper les travailleurs qui sont les principaux laissés-pour-compte de l'après-apartheid. En tout cas il est en train d'entamer des négociations avec

le PAC, un parti nationaliste radical anti-blanc, ainsi qu'avec les dirigeants de l'Inkhata de Buthélézi en vue de faire bloc avec eux face aux turbulences que l'après-Mandela pourrait déclencher. Mbeki et Mandela s'inquiètent de la résistance des Blancs, principalement de la droite afrikaner, à l'avancement des privilégiés noirs. Ils redoutent que la situation ne devienne à terme ingouvernable à cause de l'aveuglement de certains d'entre eux qui réchignent trop à composer avec la bourgeoisie noire.

Les travailleurs noirs, ceux qui produisent les immenses richesses du pays se donneront-ils à leur tour les outils politiques propres aux travailleurs pour sauvegarder leurs intérêts et conquérir de nouveaux droits dont ils ont été écartés jusque-là? L'avenir le dira mais le temps passe.

**VERS LA CREATION
D'UNE FORCE MILITAIRE
INTER-AFRICAIN ?**

A l'initiative de la France, une manoeuvre militaire de grande envergure impliquant huit Etats de l'Afrique de l'ouest intitulée "opération Guidimaka" s'est déroulée du 20 février au 2 mars à la frontière du Mali, de la Mauritanie et du Sénégal. Les Etats-Unis et la Grande Bretagne ont aussi participé à cette manoeuvre dont le but serait "le renforcement des capacités africaines de maintien de la paix". En 1997, toujours à l'initiative de la France, une manoeuvre similaire avait eu lieu à la frontière du Togo, du

Burkina et du Bénin. Et il est question d'en faire pareil prochainement en Afrique centrale. La Grande Bretagne avait fait la même chose en 1997 pour ses anciennes colonies, au Zimbabwe. De leur côté, les Etats-Unis se sont lancés depuis l'année dernière à la mise en place d'une "force inter-africaine du maintien de la paix". Des instructeurs américains ont été envoyés au Sénégal, en Ouganda au Malawi. Et tout dernièrement, après la récente visite de Konaré à Washington, le Mali va recevoir

également ces instructeurs. Cette "force", lorsqu'elle sera mise sur pied, serait constituée de 8 à 10 bataillons, soit entre 4.000 et 10.000 soldats africains à la disposition de l'OUA et de l'ONU pour intervenir dans les zones de crise en Afrique.

Ce que les dirigeants des puissances impérialistes appellent "force de maintien de la paix" n'est en réalité rien d'autre que le maintien de l'ordre en Afrique selon leurs intérêts communs. Jusqu'à présent, lorsque par exemple des troubles éclataient dans une de ses anciennes colonies, mettant en danger un des régimes sous sa protection, c'est directement la France qui, par l'intermédiaire de ses bases militaires en Afrique, intervenait pour venir au secours des dictateurs aux abois. Et lorsque ça ne suffisait pas, des parachutistes étaient envoyés de Toulon pour renforcer les militaires français déjà sur place. C'est ainsi que Bongo, Mobutu, Eyadéma, Patassé et bien d'autres dictateurs fidèles à l'impérialisme français ont réussi à se maintenir si longtemps au pouvoir. Au Congo-Brazaville par exemple, sans intervenir directement, la France avait sollicité les services des forces armées angolaises pour soutenir Sassou Nguesso et faire tomber Pascal Lissouba.

Avec la constitution de cette nouvelle force dite "inter-africaine", les puissances impérialistes voudraient que ce soit les soldats africains eux-mêmes qui fassent le sale boulot de veiller à l'ordre impérialiste en Afrique, sous la bannière officielle de l'OUA et de l'ONU, mais en réalité sous la houlette des mêmes puissances impérialistes qui tireront les ficelles à distance. Ainsi cela paraîtra comme une affaire "entre

Africains" tout en donnant l'avantage aux puissances impérialistes de ne pas apparaître comme s'immisçant dans les affaires intérieures d'un pays africain.

A la suite de la manoeuvre "Guidimaka", Alain Richard, le ministre français de la défense déclarait que depuis 1997 la France avait effectué "un tournant en Afrique" et que "les gens qui voyaient l'Afrique comme un pré-carré français sont tous partis à la retraite". Tout en disant cela il déclarait qu'il n'était pas question pour la France d'abandonner les "accords de défense franco-africains" mais au contraire de renforcer ces accords, y compris de les étendre à des pays anglophones ou lusophones en Afrique. Il tenait à rassurer les dirigeants africains qui s'inquiètent de la baisse des effectifs de l'armée française basée en Afrique qui passera de 8.000 hommes jusque l'année dernière à 5.550 d'ici l'an 2002.

Nos dictateurs peuvent en effet compter sur la bienveillance de leurs protecteurs. Ils peuvent continuer à réprimer féroce-ment leurs populations, à les maintenir dans la misère. Ils peuvent continuer à détourner les fonds, à augmenter leur fortune. Tant qu'ils joueront le rôle que leur confient les trusts, les grandes banques internationales, d'être les gardes-chiourmes de leurs Etats qui sont de véritables camps de concentrations de la misère, ils bénéficieront de la bienveillance des puissances impérialistes.

Les populations africaines qui, par millions s'enfoncent dans la misère et dans le

dénuement de plus en plus grand, n'auront pas d'autres choix que de se révolter pour sortir de cette misère résultant du système capitaliste mondial. Et si elles se révoltent, elles auront non seulement affaire aux armées locales mais aussi, si besoin est

des armées dites "inter-africaines". Mais aucune armée, fût-elle la plus puissante, ne peut arriver à bout d'une révolte lorsque celle-ci met en branle des millions de personnes déterminées. Toutes les guerres coloniales l'ont démontré.

**IL Y A 150 ANS PARAISSAIT LE
"MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE"**

A la fin de l'année 1847 la Ligue des Communistes, une organisation née dans l'émigration politique allemande de Londres avait demandé à Karl Marx de rédiger son programme. Dès février 1848 le "Manifeste", oeuvre de Marx et d'Engels, fut paru. Marx et Engels étaient des intellectuels allemands issus de milieu bourgeois. Mais avant tout c'étaient des révolutionnaires. Ils luttèrent pour la libération du prolétariat moderne, pour donner à celui-ci la conscience de sa situation, la conscience des conditions de son émancipation. Le marxisme est une théorie révolutionnaire, une science de la transformation de la société, car pour vaincre et mettre en place une société nouvelle, le prolétariat a besoin de comprendre les rapports qui régissent les différentes couches et classes sociales entre elles.

En cette année 1848 la classe ouvrière était méprisée comme la peste. Marx et Engels eurent l'audace et le courage intellectuel de voir en cette classe le véritable espoir pour l'humanité. Ils décrivent comment les capitalistes poussés par la concurrence de leurs semblables étaient contraints de développer les industries, les transports et porter la

production à des sommets jamais atteints. Ce développement accroissait la richesse sociale mais cette richesse s'accumulait à un seul pôle de la société pendant qu'à l'autre pôle la misère croissait. Le système capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production et sur la concurrence anarchique que se livrent les bourgeois est secoué par des crises périodiques qui freinent la production et jettent les travailleurs dans la rue.

Mais, constate le Manifeste: "La bourgeoisie n'a pas seulement forgé les armes qui la mettront à mort; elle produit aussi les hommes qui manieront ces armes, les ouvriers modernes, les prolétaires". Marx a su discerner dans la société capitaliste en formation, la classe sociale encore embryonnaire qui serait la principale force révolutionnaire de l'avenir: le prolétariat.

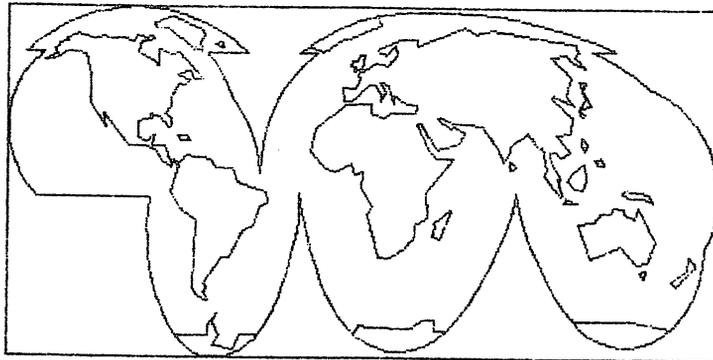
Alors oui, 150 ans se sont écoulés depuis le Manifeste et le monde a beaucoup changé. Marx disait "socialisme ou barbarie". La barbarie engendrée depuis le siècle dernier par les crises économiques, les guerres mondiales et l'exploitation des

pays coloniaux, a dépassé en horreur tout ce que Marx et Engels ont pu prévoir de pire. Et la crise économique actuelle remet plus que jamais le marxisme à l'ordre du jour.

Contrairement à ce que prétendent la bourgeoisie et les intellectuels à son service, ce n'est pas le marxisme qui a fait son temps mais la société à laquelle le marxisme s'est attaqué. Le monde actuel est morcelé en frontières absurdes, entretenues par des appareils militaires et policiers rivaux. Ces appareils sont instaurés par

la bourgeoisie pour asseoir sa domination. Le continent africain a été le dernier à être intégré dans le marché capitaliste mondial. Mais aujourd'hui les peuples d'Afrique sont définitivement liés au restant de la planète car comme le disaient Marx et Engels "chaque peuple dépend de ce qui se produit chez un autre". C'est pourquoi la célèbre phrase du manifeste communiste : "prolétaires de tous les pays unissez-vous" est plus actuelle et plus valable que jamais y compris pour le jeune prolétariat d'Afrique.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.